



Les Français de Suisse se disputent un siège à l'Assemblée nationale

Yelmarc Roulet

> Législatives

Les candidatures implantées en Suisse sont majoritairement féminines

> L'élection sera marquée par la controverse fiscale

Un troisième tour, les élections législatives françaises après l'avènement de François Hollande et l'éviction de Nicolas Sarkozy? Peut-être. Pour les Français de l'étranger, c'est plutôt d'une grande première qu'il s'agit. Les 3 et 17 juin prochain, les expatriés sont appelés aux urnes pour désigner 11 représentants à l'Assemblée nationale, ce qui ne s'était encore jamais produit. La communauté de Suisse et du Liechtenstein a droit à un siège à elle toute seule, vu son importance (lire ci-dessous).

Claudine Schmid a été investie par l'UMP comme candidate de ce qui est toujours la majorité. Active depuis des années dans l'association des Français de l'étranger, elle semble courir de tous côtés. «Depuis une semaine, je ne suis pas rentrée à la maison», confie cette Zurichoise d'adoption, originaire d'Annemasse. Le succès intact de Sarkozy auprès des Français de Suisse, qui l'ont soutenu à 60%, lui met du baume au cœur, lui donne du courage pour la suite. «Je vous laisse, je vais au monument aux morts de Genève, à une cérémonie commémorative du 8 Mai. Je suis curieuse de voir si Nicole Castioni y

sera.»

Nicole Castioni? C'est la candidate du Parti socialiste dans ce scrutin. A ce titre, elle passe pour la principale challenger de la favorite UMP. La candidate a raconté dans sa biographie ses jeunes années parisiennes de drogue et de prostitution. A Genève, elle s'est rangée jusqu'à devenir juge assesseur au Tribunal criminel. Après avoir siégé plusieurs années au Grand Conseil sur les rangs socialistes, elle compte toujours parmi les délégués genevois au congrès du PSS.

Nicole Castioni n'est pas la seule à tenter un rebond sur la scène nationale française après un parcours politique suisse. Bien au contraire, si l'on regarde la liste provisoire des candidatures, au reste très féminine.

L'ancienne conseillère d'Etat libérale genevoise Micheline Spoerri est en effet de la partie. Ses démêlés avec la police et sa gestion du G8 n'étant que de lointains souvenirs, elle se présente en solitaire sur une liste «droite indépendante».

Il y a aussi Marie-Françoise de Tassigny, qui a milité au Parti radical genevois et dirigé pendant 20 ans le Service de la petite enfance de la Ville de Genève. Pour ces élections, elle a obtenu l'investiture du Parti radical de Jean-Louis Borloo. «Je reste une centriste de droite, une alternative à l'UMP», affirme-t-elle.

Parmi la douzaine de candidats déjà déclarés, on trouve aussi Magali Orsini, pour le Front de gauche de Jean-Luc Mélenchon. Une experte-comptable à la retraite qui a longtemps fait de la politique au Grand-Saconnex. La secrétaire des Verts lausannois, Ximena Kaiser Morris, défend les couleurs d'Eu-

rope Ecologie Les Verts, tandis qu'une traductrice retraitée de Saint-Cergue (VD), Christiane Floquet, s'est lancée pour le FN. Toutes les formations ont intérêt à présenter une liste pour bénéficier des règles du financement des partis. Les campagnes personnelles ne peuvent dépasser 77 000 euros. Ce qui en l'occurrence semble largement suffire: le dispositif de campagne est modeste pour des candidats pour la plupart non expérimentés qui se lancent en solo sur leur site internet à la quête d'électeurs dispersés.

«Il s'agit de capter les suffrages des Français de l'étranger pour la politique nationale, où chaque voix compte»

Par rapport à d'autres, la circonscription suisse n'en constitue pas moins un territoire limité et cohérent. Mais surtout très proche, avec une petite moitié de binationaux parmi les électeurs. Cette proximité a peut-être évité à la circonscription les parachutages dont la politique française est coutumière, comme celui du ministre Thierry Mariani dans la zone Asie-Océanie ou du secrétaire d'Etat au commerce, Frédéric Lefebvre, en Amérique du Nord.

Mais du coup, ce scrutin d'un nouveau type s'organise dans une certaine confusion quant à ses objectifs. Un interlocuteur de l'UMP tient à mettre les choses au point: «Il ne s'agit pas de défendre les inté-



rêts des Français de l'étranger, mais de capter les suffrages de ceux-ci pour la politique nationale, où désormais chaque voix compte. Aucun des candidats en lice n'a le format pour jouer ce rôle», estime cet esprit critique.

Le nombre élevé de candidats, de même que leur faible notoriété, fait en tout cas courir le risque qu'aucun d'entre eux ne recueille les 12,5% permettant de se présenter au second tour dans ce scrutin qui se déroule au système majoritaire.

Même si les principales candidates s'en défendent, la campagne de Suisse sera marquée par la question fiscale qui empoisonne les relations entre les deux pays. La stigmatisation des expatriés fiscaux réels ou supposés a plongé l'UMP de Suisse dans les dissensions. De son côté, la candidate socialiste doit démentir ceux qui annoncent que le nouveau président enverra le fisc ponctionner les Français de Suisse. «De l'intox», assure-t-elle.

Justement, un candidat renvoie dos à dos Sarkozy et Hollande. «Non à la traque des Français de Suisse, oui au modèle suisse», clame Denis Salavert. Un entrepreneur actif dans l'horlogerie et la construction, qui se présente sous l'étiquette «indépendant libéral.»



Claudine Schmid, candidate depuis Zurich pour l'UMP.



Marie-Françoise de Tassigny court sous les couleurs du Parti radical.



Nicole Castioni, juge assesseur et candidate PS à Genève.



Micheline Spoerri, ex-ministre, se présente en indépendante de droite.

La sixième circonscription des Français de l'étranger

Pour la première fois lors des prochaines élections législatives, onze députés de l'Assemblée nationale représenteront les Français de l'étranger.

La Suisse et le Liechtenstein constituent à eux seuls une circonscription, qui porte le numéro 6: la communauté française de Suisse est la diaspora hexagonale la plus importante, devant les Etats-Unis.

Les dix autres circonscriptions sont les suivantes: Etats-Unis et

Canada (1), Amérique centrale et du Sud (2), Europe du Nord (3), Benelux (4), péninsule Ibérique et Monaco (5), Europe centrale et orientale (7), Europe du Sud (8), Afrique de l'Ouest (9), Afrique de l'Est et Moyen-Orient (10), Asie et Océanie (11).

La population française de Suisse compte 157 000 personnes, dont 131 000 en Suisse romande et 26 000 en Suisse alémanique. Les nombres réels peuvent être plus importants, l'inscription consu-

laire n'étant pas obligatoire.

Les registres électoraux de Genève et de Zurich enregistrent précisément 98 000 électeurs pour la Suisse romande et 18 000 électeurs pour la Suisse alémanique, soit un total de 116 000.

Le délai pour le dépôt des candidatures au siège suisse de l'Assemblée nationale échoit vendredi. Pour l'heure, une douzaine de noms y figurent, selon les indications fournies par les candidats eux-mêmes. **Y. R.**